

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Eric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur de l'information  
 André Pratte > Editorialiste en chef

FORUM

## ÉDITORIAL

## Énergie rime avec idéologie



FRANÇOIS CARDINAL  
 francois.cardinal@lapresse.ca

L'essor des technologies et des énergies vertes est prodigieux. Et pourtant, le Canada a choisi de s'en tenir loin, tout à fait volontairement. Plus qu'une mauvaise décision environnementale, il s'agit d'une stratégie suicidaire sur le plan économique.

En effet, le marché des technologies et des services qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre – de l'éolien aux voitures hybrides en passant par l'efficacité énergétique – est promis à un brillant avenir.

On estime qu'il se hissera, au cours des 10 prochaines années, au troisième rang des secteurs en importance dans le monde.

La dernière année en fait foi. Malgré la crise économique, malgré une certaine «écolassitude» des citoyens

**L'aversion du gouvernement Harper pour les énergies vertes est manifeste, quoi qu'il en dise.**

et dirigeants, les gouvernements ont continué de miser sur l'énergie verte. Même que la majorité de la puissance installée en Europe, en 2009, était de source renouvelable.

Bien plus qu'un souci climatique, c'est une préoccupation économique qui a incité les capitaux du monde à prendre ce virage.

Sinon, pourquoi les États-Unis auraient-ils misé à 50 % sur le renouvelable, alors qu'ils n'ont pas ratifié Kyoto et n'ont pas de politique nationale de réduction des gaz à effet de serre?

Pourquoi la Chine, qui refuse toute cible de réduction

absolue de ses émissions polluantes, serait-elle récemment devenue le principal investisseur du globe dans les énergies propres?

Or pendant que le train prend de la vitesse, le gouvernement Harper reste sur le quai. Il se tâte, réfléchit, délibère. Il répète un discours auquel personne ne croit plus, comme à Washington ces derniers jours. Il lance une «révision» des subventions. Il multiplie les esquisses de plans sans lendemains.

Mais dans les faits, rien. Il ne bouge pas.

Pire: il fait planer l'incertitude.

L'aversion du gouvernement Harper pour les énergies renouvelables est manifeste, quoi qu'il en dise. Aveuglé par son idéologie anti-réchauffement, il fait tout pour ne pas épauler cette industrie.

Voilà pourquoi le Canada est l'unique pays du G7 à s'être présenté à Copenhague, en décembre dernier, sans programme national de soutien aux énergies propres. Voilà pourquoi il est le seul pays occidental à snobers l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, organisation qui compte tout de même 150 pays membres!

Tout cela est bien malheureux, d'autant plus que le Canada était jusqu'à maintenant dans la course, comme le confirme une étude dévoilée hier par Ernst & Young. Ses programmes écoÉNERGIE, dotés d'enveloppes substantielles, ont en effet permis ces dernières années de consolider les reines d'industries bourgeonnantes, comme celles de l'éolien et de l'efficacité énergétique.

Mais le gouvernement Harper, hélas, a récemment placé ces programmes en «révision», l'équivalent des limbes dans le jargon conservateur. Il leur préfère maintenant le captage du carbone et le nucléaire, deux technologies qu'il ne faut certes pas écarter, mais qui n'offrent aucune réponse immédiate aux défis climatique et économique.

Dommage. Cette industrie fort prometteuse mérite bien plus que des bâtons idéologiques dans les roues.

## LA RAFFINERIE DE SHELL

## Contrôler l'offre

M. Pratte, Dans votre éditorial d'hier, je trouve que vous êtes «à côté de la coche». Il m'apparaît évident qu'en ne vendant pas sa raffinerie de Montréal, Shell vise à contrôler l'offre du raffinage dans le monde. J'ai l'impression que Shell se positionne actuellement pour le moyen et le long terme. Après cette récession et aussi compte tenu du contexte mondial, la demande mondiale ne sera jamais plus aussi forte. C'est dans une perspective de vouloir contrôler l'offre de raffinage que Shell prévoit réduire ses activités. Les gens de Shell proviennent des meilleures universités. Ils savent planifier. Ils calculent très bien. Ils ont un excellent sens de l'analyse. Ils ne sont pas dupes des changements qui surviennent à l'échelle planétaire.

Michel Lapierre, Les Coteaux

## De la parole aux actes

«J'ai vraiment l'impression qu'on se fait fourrer aujourd'hui», aurait tonné le député libéral Denis Coderre. Si M. Coderre croit vraiment que la raffinerie Shell de Montréal-Est est un joyau industriel pour Montréal, pourquoi alors ne pas passer de la parole aux actes? Pourquoi ne pas arrêter de tirer à boulets rouges sur Shell (qui a le droit de disposer de ses différents actifs de production comme elle l'entend, selon son plan d'affaires à

l'échelle de la planète) et plutôt s'asseoir avec les travailleurs de Shell et monter un plan d'affaires pour reprendre les activités de cette raffinerie? Quatre cents travailleurs vont perdre leur emploi, nous dit-on. Quatre cents travailleurs qui, selon moi, auraient les moyens d'investir chacun 50 000\$, ce qui permettrait d'amasser un capital de 20 millions, auquel un investisseur institutionnel pourrait à son tour ajouter 20 millions, pour un total en équité de 40 millions. Cet investissement en équité de 40 millions serait suffisant pour contracter des emprunts et faire l'acquisition de la raffinerie. Ça s'appelle «se prendre en main»! Un investisseur institutionnel serait heureux de s'associer avec ces travailleurs parce qu'il aurait la conviction que ceux-ci agiront dans leur travail quotidien en entrepreneur, en propriétaire, pour le bien de l'entreprise.

Il est décevant que nos élus libéraux à Québec, qui ont des contacts aux plus hauts niveaux dans les cercles d'affaires québécois, n'aient pas pris d'initiatives dans ce dossier. Il serait pourtant naturel pour eux de faire preuve de créativité et trouver un moyen de reprendre les activités de cette usine. Par ailleurs, nos élus du Parti québécois font preuve du même immobilisme. Comment pouvons-nous penser bâtir un pays avec ces gens alors qu'ils ne sont même pas en mesure de concevoir un début de stratégie visant à préserver une des trois dernières raffineries situées en territoire québécois?

Yvan Routhier, Outremont

## Chapleau en vacances

## RÉACTIONS DE MICHAEL IGNATIEFF AU BUDGET



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca - REPRISE

## CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

## LE BLOGUE DE L'ÉDITO

**Criminalité: nouvelle controverse statistique**  
 par André Pratte

PHOTO ARCHIVES PC

## EXCLUSIF

**Le Québec ne dort pas**

## OPINION

## Vers un consensus

## Conservateurs et libéraux appuient l'idée d'une mission de formation plutôt que de combat en Afghanistan après 2011

## JUSTIN MASSIE

L'auteur est professeur adjoint à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa et chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes de l'Université du Québec à Montréal.

Les conditions politiques sont désormais réunies afin d'entrevoir le rôle militaire que jouera le Canada, en Afghanistan ou ailleurs dans le monde, après juillet 2011. Les leçons tirées de l'engagement militaire à Kandahar ne correspondent pas aux attentes du public, mais elles stimulent, à tout le moins, un débat public jusqu'ici muselé.

La première ouverture vient du Parti libéral du Canada, qui a dévoilé les grandes lignes de sa vision en matière de politique étrangère et de défense. Michael Ignatieff est d'ailleurs à louer pour avoir pris position dans le débat entourant les futures opérations militaires canadiennes: doivent-elles avoir lieu sous l'égide de l'ONU, de l'OTAN ou d'une coalition de volontaires? Le chef libéral répond catégoriquement que s'il est élu premier ministre, le Canada amorcera un retour au sein des opérations de paix de l'ONU, retour privilégié par une majorité de Canadiens.

Est-ce que cela signifie que le Parti libéral n'appuierait pas la poursuite d'une mission militaire en Afghanistan? En fait, les libéraux indiquent qu'ils souhaitent que le Canada poursuive une mission de formation militaire et policière et

de renforcement des capacités civiles à Kaboul, ce qui signifie la fin des opérations de combat et de mentorat à Kandahar. De plus, la politique libérale privilégie de futures interventions militaires onusiennes en vue de protéger les populations victimes de génocide ou de nettoyage ethnique. Cela implique qu'un gouvernement libéral serait favorable au déploiement des Forces canadiennes dans les opérations actuelles de l'ONU au Soudan et en République démocratique du Congo (RDC).

Si l'on peut croire que cette position libérale est avant tout de nature électoraliste et peut donc être facilement écartée une fois au pouvoir, l'appui à une mission de formation militaire

et militaires en Afghanistan après juillet 2011.

Une troisième condition a été remplie lors de la conférence internationale sur la reconstruction de l'Afghanistan cette semaine. La communauté internationale s'est engagée à confier au gouvernement afghan la responsabilité de la sécurité intérieure du pays d'ici quatre ans. Tous les dignitaires ont insisté sur la nécessité de former la police et l'armée afghanes et de trouver un accord politique avec les talibans, deux préalables essentiels à une prise en charge afghane. Même le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lawrence Cannon, a abandonné le discours habituel sur l'établissement d'une démo-

**Le gouvernement fédéral souhaite faire porter au Parlement plutôt qu'à l'exécutif la responsabilité de déterminer l'avenir de la politique afghane du Canada.**

et policière en Afghanistan est quant à lui beaucoup plus concret. Un consensus bipartisan entre libéraux et conservateurs est d'ailleurs en émergence. Il s'agit là d'une seconde condition nécessaire, le gouvernement fédéral souhaitant faire porter au Parlement plutôt qu'à l'exécutif la responsabilité de déterminer l'avenir de la politique afghane du Canada. Or les deux comités chargés de cette question, l'un parlementaire et l'autre sénatorial, ont récemment signalé leur appui à une nouvelle mission de formation et de renforcement des capacités civiles, policières

et policières en Afghanistan pour plutôt souligner la nécessité d'y établir une société «sûre, stable et prospère». Devant un tel échec et un tel échecancier et un consensus international sur l'objectif de miser d'abord sur la sécurité, une mission de formation militaire et policière semble tout indiquée pour le Canada après juillet 2011. Non seulement le gouvernement canadien répondrait-il ainsi aux souhaits d'une majorité de parlementaires à la Chambre des communes, il préserverait par le fait même la réputation d'allié fiable et engagé du Canada auprès de l'OTAN.